

Informationsblatt

N°119 -2013

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem




Inhaltsverzeichnis

3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 4 octobre 2013
16	Gemeinderatssitzung Sanem vom 4. Oktober 2013 Neue Gaststätte im REWA Belval
23	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 15 novembre 2013
32	Gemeinderatssitzung Sanem vom 15. November 2013 Renovierung des Detroit-Haus in Zolwer gestimmt

Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem
B.p. 74 ■ L-4401 Belvaux ■ Tél. (00352) 59 30 75 - 1 ■ Fax (00352) 59 30 75 - 567
e-mail mail@sanem.lu ■ www.sanem.lu

Conception et réalisation: F'CREATIONS

Textes et photos: Secrétariat communal



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 04 octobre 2013

date de l'annonce publique:	27 septembre 2013
date de la convocation des conseillers:	27 septembre 2013
début:	8h30
fin:	10h20

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine,
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

M. Urbany Serge

Premier votant:

Mme Morgenthaler Nathalie

M. Piscitelli José n'a pas pris part au vote du point 14a.



Ordre du jour

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

14.A Approbation du projet d'exécution pour la réalisation du plan d'aménagement particulier au lieu-dit «Ennert dem Dréisch» à Soleuvre entre la commune de Sanem et la société Niederfeelen S.A..

Vote unanime

1. Correspondance et Informations
2. Approbation de rapports (11 janvier 2013, 06 février 2013, 08 mars 2013, 03 mai 2013, 14 juin 2013)

Vote unanime

PROJETS

3. Projet de rénovation et d'extension de l'ancienne école à Sanem. Devis supplémentaire: 310.000,- € (article budgétaire: 4/420/221311/09004)

Vote unanime

4. Réaménagement d'un bureau pour les besoins de l'Office Social. Devis estimatif détaillé et crédit: 55.000,- € (article budgétaire 4/120/221311/13051)

Vote unanime

5. Réaménagement de l'éclairage public suite au Masterplan pour l'année 2013. Devis estimatif détaillé : 39.000,- € (article budgétaire: 4/640/221313/13038)

Vote unanime

6. Compartimentage et deuxième niveau dans le hall de stockage à Belvaux. Devis supplémentaire. Devis supplémentaire et crédit: 36.000,- € (article budgétaire: 4/831/221311/12048)

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2013	Modification proposée	Crédit après modification
4/640/221313/13038	Réaménagement de l'éclairage public suite au Masterplan	75.000,00	- 36.000,00	39.000,00
4/831/221311/12048	Compartimentage et deuxième niveau dans le hall de stockage à Belvaux	26.233,12	+36.000,00	62.233,12

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

7. Approbation d'un acte de vente avec la FABRIQUE D'ÉGLISE DE MONDERCANGE concernant l'acquisition de trois parcelles de terrain sises au lieu-dit «Rue de Mondercange» à Ehlerange d'une contenance totale de 107 ares et 90 centiares

Vote unanime

8. Approbation d'un acte de vente avec la communauté d'époux YILMAZ-CLEMENTE concernant l'acquisition d'une parcelle de terrain sise au lieu-dit «Loetschefeld» à Soleuvre d'une contenance de 1 are 11 centiares

Vote unanime

9. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec le sieur CATTANI Gino concernant une parcelle de terrain à Soleuvre

Vote unanime

10. Approbation d'un compromis de vente avec la dame NEYENS Regina Eugénie concernant deux parcelles de terrain sises à Belvaux

Vote unanime

11. Approbation de la convention numéro 2092 entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois et l'Administration Communale de Sanem concernant la mise à disposition d'un terrain ferroviaire à la Commune de Sanem pour l'aménagement d'un parking provisoire

Vote unanime

12. Approbation d'un contrat de bail commercial avec la société anonyme «MUNHOVEN» concernant la location d'un local aménagé en café-brasserie avec jeu de quilles, cuisine professionnelle, plonge, au Centre Intégré pour Personnes Agées «Résidence op der Waassertrap» (REWA) sis à L-4408 Belvaux, rue Waassertrap, 60

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

13. Approbation de la convention et du projet d'exécution du plan d'aménagement particulier 02.04 portant sur des fonds sis à Belvaux, commune de Sanem, au lieu-dit «Quartier Square Mile», entre la commune de Sanem et la société Agora S.à r.l. et Cie

Vote unanime

14. Approbation de la convention et du projet d'exécution du plan d'aménagement particulier 02.02 portant sur des fonds sis à Belvaux, commune de Sanem, au lieu-dit «Quartier Square Mile», entre la commune de Sanem et la société Agora S.à r.l. et Cie

Vote unanime

- 14.A Approbation du projet d'exécution pour la réalisation du plan d'aménagement particulier au lieu-dit «Ennert dem Dreisch» à Soleuvre entre la commune de Sanem et la société Niederfeelen S.a..

Vote unanime

FINANCES

15. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
Fairtrade Lëtzebuerg a.s.b.l.	Rénovation de la certification annuelle de la commune	2011 - / 2012 - /	365 €
FLTT – Fédération Luxembourgeoise de Tennis de Table	Aide au financement d'un annuaire fédéral	2011 - / 2012 - /	/
SOS Detresse	Aide au financement de la formation de collaborateurs et mise en route de projets	2011 - 100 € 2012 - /	100 €
AVR – Association nationale des victimes de la route	Cotisation de commune-membre de 125 € (assistance morale, juridique, administrative et psych. aux victimes de la route)	2011 - 125 € 2012 - 100 €	100 €
Friends of Patton's 26th Infantry Division	Invitation à la participation (frais de participation: 200 €) à la manifestation «Night Vigil 2013» 69 ^e anniversaire de la bataille des Ardennes le 21/12/2013 à Mertzig	2011 - / 2012 - /	/
Amicale sportive des handicapés physiques	Aide au financement de divers tournois, déplacements à l'étranger, entraînements	2011 - 100 2012 - /	100 €

Vote unanime

16. Approbation de diverses modifications budgétaires du budget 2013

A. Budget ordinaire

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial	Modification proposée	Crédit après modification
2/112/748310/99001	REMBOURSEMENT FRAIS ELECTIONS	0,00	30 000,00	30 000,00
recette non prévue au budget initial				
2/242/706170/99001	PART PARENTS STRUC- TURES D'ACCUEIL	500 000,00	15 000,00	515 000,00
recettes plus importantes que prévisions				
2/910/705100/99001	VENTE PHOTOS DE CLASSE	2 200,00	2 837,60	5 037,60
augmentation du volume des photos vendues				
3/112/643800/99001	AUTRES JETONS DE PRESENCE	0,00	30 000,00	30 000,00
3/120/608113/99001	GAZ	27 000,00	2 000,00	29 000,00
consommation plus élevée qu'estimée				
3/120/612200/99002	TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE NETTOYAGE ET DE REPARATION DES BATIMENTS - SERVICE DE REGIE	21 000,00	9 000,00	30 000,00
travaux non prévus suite au réaménagement des divers bureaux				
3/242/608122/99007	FRAIS AVANCES POUR PETIT EQUIPEMENT ZOLWER KANNER- BUERG	9 000,00	-4 000,00	5 000,00
baisse des frais d'équipement par rapport aux prévisions				
3/242/608122/99012	MATERIEL DE LOISIR, EXCURSIONS KANNERBUERG	0,00	4 000,00	4 000,00
dépenses non prévues au budget initial				
3/242/611120/99001	LOCATIONS IMMO- BILIERES	0,00	3 000,00	3 000,00
location non prévue au budget initial (location Poarhaus - fabrique d'église)				
3/242/616000/99001	TRANSPORT	60 000,00	15 000,00	75 000,00
augmentation des trajets dus au changement de la date de déménagement dans le nouveau bâtiment Ch.Rouge				
3/242/618820/99002	FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL ZOLWER KANNER- BUERG	1 000,00	1 000,00	2 000,00
augmentation des formations à suivre				
3/449/612200/99001	ASCENSEURS ET PASSAGE SOUTERRAIN DEVANT LA MAIRIE ENTRETIEN ET REPARATIONS	18 000,00	6 000,00	24 000,00
dépenses plus importantes qu'estimées				

3/520/608112/99001	FRAIS D'ELECTRICITE DES INFRASTRUC- TURES ET RESEAUX	48 000,00	10 000,00	58 000,00
augmentation des réparations à effectuer				
3/628/608112/99001	ELECTRICITE	2 500,00	1 500,00	4 000,00
consommation plus élevée qu'estimée				
3/630/606330/99002	ACHAT D'EAU AUPRES D'UNE COMMUNE POUR LA REVENTE	0,00	4 949,60	4 949,60
achat non prévu au budget initial (Ville d'Esch - Belval/Agora)				
3/630/613481/99001	ANALYSES D'EAU	18 000,00	4 000,00	22 000,00
accroissement du volume des analyses d'eau				
3/690/608112/99001	ELECTRICITE	4 000,00	2 000,00	6 000,00
consommation plus élevée qu'estimée				
3/821/608113/99001	GAZ	19 000,00	3 000,00	22 000,00
consommation plus élevée qu'estimée				
3/910/608122/99006	PHOTOS DE CLASSE	1 300,00	2 005,00	3 305,00
hausse des frais vu augmentation du volume des photos				
3/910/612200/99001	TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE NETTOYAGE ET DE REPARATION DES BATIMENTS	173 000,00	35 000,00	208 000,00
augmentation des réparations à effectuer et renouvellement du réseau électrique de l'Ecole 2000				
3/192/648120/99001	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	5 500,00	3 000,00	8 500,00
Hausse des subventions (participation aux frais de fonctionnement de Suessemmer Guiden a Scouten de 2010)				
3/192/648120/99002	SUBSIDES ORDINAIRES	12 000,00	520,00	12 520,00
Hausse des subsides (convention signé avec Letzebuenger Deiereschutzliga A.s.b.l.)				
3/410/648110/99001	SUBSIDES ORDINAIRES	4 000,00	130,64	4 130,64
Légère hausse des subsides à attribuer par rapport au prévu				

soit au total une modification budgétaire de 84 267,64 €

Vote unanime

A. Budget extraordinaire

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial	Modification proposée	Crédit après modification
1/734/161000/05001	CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU CIPA	1 765 639,00	823 627,00	2 589 266,00
remboursement des frais causés par le sinistre de 2012 par l'assurance				

Vote unanime

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial	Modification proposée	Crédit après modification
4/734/221311/05001	CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU CIPA A BELVAUX	2 018 033,96	823 627,00	2 841 660,96
augmentation des dépenses suite au sinistre de 2012				

Vote unanime

17. Autorisation de principe au collège des bourgmestre et échevins de contracter un emprunt de 6.000.000,- euros pour financer les projets prévus au budget extraordinaire

Le conseil communal,

Vu que pour équilibrer le budget 2013, un emprunt de 6.000.000,- euros est prévu au chapitre des recettes extraordinaires, article 1/180/194000/99001;

Vu que le budget 2013 prévoyant cet emprunt a été arrêté le 06 mars 2013 par Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région;

Vu le solde comptable actuel de notre caisse et pour faire face aux dépenses prévues dans le budget extraordinaire de cette année;

Vu qu'il est évident que le nouvel emprunt sera pris par tranches pour éviter un solde de caisse négatif permanent en tenant également compte des dépenses et des recettes à attendre;

Vu que les recours temporaires au fonds de réserve qui s'élève à 3.000.000,- d'euros permettent également au receveur de surmonter certaines difficultés financières limitées dans le temps;

Vu le circulaire ministériel no 1464 du 22 mai 1992 concernant le recours du secteur communal à des fonds étrangers;

Vu le circulaire ministériel no 1205 du 17 janvier 1989 concernant l'application de la nouvelle loi communale;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

décide

1. de contracter pour l'exercice financier 2013 un emprunt de 6.000.000,00 € sous les conditions suivantes, à savoir:

Montant:	6.000.000,00 €
Durée:	20 ans
Mise à disposition:	par tranches
Remboursement:	par paiements trimestriels comprenant capital et intérêts
Arrêtés de compte:	trimestriels
Taux d'intérêt débiteur:	taux variable EURIBOR 3 mois, ajustable selon l'évolution générale des taux du marché s'y ajoutant une marge bénéficiaire éventuelle
Méthode de calcul:	Nombre de jours réels / 360
Commission et frais:	néant

2. et charge le collège des bourgmestre et échevins à demander des offres auprès des instituts financiers;

Vote unanime

18. Adaptation du prix de pension du CIPA «Résidence op der Waassertrap» à Belvaux

Adaptation du «prix de pension»

- Chambre individuelle: 2.310,90 € / mois (=+ 2,5 %)

- Chambre double: 4.159,62 € / mois (=+ 2,5 %)

- Lit de vacances: 87,37 € / jour (=+ 2,5 %)

Vote unanime

19. Adaptation des tarifs pour le transport en ambulance conformément à la circulaire ministérielle du 26 juin 2013

Le Conseil Communal,

décide d'approuver les tarifs pour le transport en ambulance comme suit:

- forfait pour une personne transportée, y compris les taxes de nettoyage et de désinfection: 40,00 euros
- tarif kilométrique uniforme: 1,12 euros par km.

Vote unanime

ENSEIGNEMENT

20. Approbation du plan d'encadrement périscolaire pour l'année scolaire 2013-2014

Vote unanime

CIPA «RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP»

21. Création de plusieurs postes (m/f) à durée indéterminée, sous le champ d'application de la CCT SAS, pour les besoins du CIPA «Résidence op der Waassertrap»

Postes:	Carrière / CCT SAS	Heures / semaine	Service:
1 Poste d'Agent sans qualification	PAM 3	20	Restaurant
1 Poste d'Agent sans qualification	PAM 3	30	Buanderie
1 Poste d'Agent sans qualification	PAM 3	40	Technique
1 Poste d'Agent sans qualification	PAM 3	40	Animation
4 Postes d'aide cuisinier	PAM 2	40	Cuisine
1 Poste d'aide cuisinier	PAM 2	30	Cuisine

Vote unanime

MAISON RELAIS POUR ENFANTS

22. Création de plusieurs postes (m/f) à durée indéterminée et à durée déterminée, pour les besoins de la maison relais SANEM sous le champ d'application de la CCT SAS

Postes:	Carrière SAS	Heures / semaine
2 Postes d'éducateur diplômé (CDI)	PE5 éducateur diplômé	10
1 Poste d'éducateur diplômé (CDD)	PE5 éducateur diplômé	20

Vote unanime

DIVERS

23. Modification de la composition des commissions consultatives
Néant.
24. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
 - a. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du réseau des P&T dans la rue Joffroy et dans la rue Rénert à Sanem par l'entreprise Rix et co de Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 14 août 2013;
 - b. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du croisement rue d'Esch - rue de Niederkorn à Sanem par l'entreprise LUX- pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 14 août 2013;
 - c. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du réseau Sudgaz, par l'entreprise Bonaria et fils dans la rue Michel Rodange à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 23 août 2013;
 - d. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du réseau des P&T dans la rue de Differdange à Soleuvre, par l'entreprise Bonaria et frères pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 23 août 2013;
 - e. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de réalisation de fouilles et de tranchées pour les P&T par l'entreprise Lisé et fils, dans les rues de Belvaux et rue de la Gare à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 23 août 2013;
 - f. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de rénovation de la maison N° 14 dans la rue Belle Vue à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 29 août 2013

Vote unanime

25. Adhésion de communes au syndicat intercommunal de gestion informatique S.I.G.I.

Vote unanime

26. Questions et divers

Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Bieles, Oktober 2013

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mär Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Froen ze stellen:

- Eisen Informatiounen no huet d'Gemeng zënter méi laangem en Dossier wéinst dem Ëmbau vum Veräinshaus zu Bieles:
 - Wie wäit ass dëse Projet virukomm?
 - Ass et wouer dat och e Ministère géif hei mat finanzéieren?
 - Ewéi steet de Schäfferot zu dësem Projet?
- Wat fir eng Ursach gëtt et, dat no engem Mount nodeems d'rue de la Poste zu Bieles en neien Tapis krut, schonns des Strooss ob verschiddene Plätzen opgerappt gouf?

Merci am viraus fir Är Äntwerten, mat menge beschte Gréiss,
Fir d'CSV-Fraktioun, Nathalie MORGENTHALER a Carine REUTER-BAULER

Mike LORANG
Member vum Gemengerot

Réponse du collègue échevinal:

**Eisen Informatiounen no huet d'Gemeng zënter méi laangem en Dossier wéinst dem
Ëmbau vum Veräinshaus zu Biele:**

- Wie wäit ass dëse Projet virukomm?

Am Mee dëst Joer krut eise Service technique de Projet vun de Scoute virgestallt deen zesumme mat Infopla ausgeschafft ginn ass. De Projet ass dunn vum Service technique analyséiert ginn an et ass festgestallt ginn dass en nach net komplett wor (keng Accessibilitéit / keng Feiertrap). Duerch d'grouss Vakanz an d'Auslaaschtung vun eisem Service technique huet et bis elo gedauert fir de Projet färdeg ze maachen. E gouf awer nach net dem Schännerot präsentéiert. Dat geschitt elo am Kader vun de Budgetdiskussiounen.

- Ass et wouer dat och e Ministère géif hei mat finanzéieren?

De Ministère de la Famille wëll sech zu 50 % un den Ëmbauarbechte bedeelegen. Viraussetzung heifir ass awer dass d'Gebai dann och souzesoen der Ëffentlechkeet gehéiert. Dat ass am Moment awer nach net gekläert wëll den aktuelle Propriétaire d'Oeuvres Paroissiales ass! Ausserdeem verlaangt de Ministère d'Accessibilitéit vum Gebai sou wéi och d'Anhale vun de verschiddene Sëcherheetsvirschrëften.

- Ewéi steet de Schännerot zu dësem Projet?

De Projet mam Veräinshaus ass schon ganz laang en Dauerbrenner, deen ëmmer rem eng Kéier kuerz opbrennt an dann erläschet en rem. Dat huet mat enger Reih Grënn ze dinn. Dëst Joer war näicht am Budget virgesinn, well den Propriétaire gesot huet en géif dat lo anëscht maachen an mat engem Privaten embauen loossen. Wéi der gesitt, kommen lo rem aner Projeten op den Dësch. Et ass also schwéier bei deem ganzen Wirrwarr u Projeten déi do um Dësch lungen, eens ze ginn wat een dann lo soll konkret ënnerstetzen oder wou mer drun sinn mat de Projeten. Dëse Schännerot an déi 2 virdrun waren schons an de Verhandlungen mat der Oeuvres, mä awer bis elo ouni Resultat. Mir sinn a priori dofir de Scouten uerdentlech Lokalitéiten ze ginn, dat ass di eng Saach. Wou di lo kënnen oder solle sinn, dat musse mer lo kucken wann mer deen heiten Projet definitiv analyséiert hunn. Ob mer deen lo am Veräinshaus kënnen maachen ënner deene Konditiounen wéi se vum Ministère jo och verlaangt sinn, reste à voir. Am Kader vun de Budgetsitzungen kucke mer dann wou mer hifueren. Eisen Wëllen ass do fir de Scouten en anstänneg Lokal ze ginn.

**Wat fir eng Ursaach gëtt et, dat no engem Mount nodeems d'rue de la Poste zu Biele
en neien Tapis krut, schonns des Strooss ob verschiddene Platzen operappt gouf?**

De 17. Juni hunn d'Ponts & Chaussées den Tapis nei gemaach zwëschen den Heiser 11 – 26 (3-4 Wochen). Et ass ausserdeem um Koffer vun der Strooss geschafft gi wëll dat de Grond vun de Stroosseschied wor. Dobäi ass de Schachtdeckel (op Héicht vum Haus Nr. 40) vun der Post net no de Regele vun der Konscht (duerch den Entrepreneur SOPINOR) reposéiert ginn an huet erëm Kaméidi gemaach. De 19. August ass ronderëm

dem Deckel opgemaach gi fir dësen ze flecken. Wëll dee Moment nach kee Schwaarzelag ze kréie wor (Congé Collectif) gouf ronderëm den Deckel mat Betong zougemaach. De 9. September ass dunn definitiv ronderëm deem Deckel mat Schwaarzelag zougemaach ginn. Den 13. August hate mir eng Waasserfuite zwëschen dem Haus Nr. 23A an 29 wou dann och ërem huet missen opgerappt ginn.

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - ADMINISTRATION

27. Nomination et création d'un poste d'agent en informatique m/f à plein temps à durée indéterminée pour les besoins du service informatique

a. Nomination:

Est nommé(e):
Erpelding Daniel

b. Création de poste:

28. Nomination d'un conseiller climat m/f à plein temps et création de poste, carrière de l'ingénieur technicien / ingénieur diplômé, sous le statut du fonctionnaire communal/de l'employé communal, sous contrat de travail à durée indéterminée pour les besoins du service écologique

a. Nomination:

Est nommé(e):
Hengen David

b. Création de poste:

29. Création de poste et nomination d'un employé communal (m/f) à mi-temps de la carrière C, sous le régime de l'employé communal et sous contrat de travail à durée indéterminée pour les besoins des archives communales

a. Création de poste:

b. Nomination:

Est nommé(e):
Cherchi Marie-Thérèse

30. Nomination d'un salarié (anciennement employé privé) à mi-temps de la carrière C, sous contrat de travail à durée déterminée pour les besoins de l'Administration communale

Est nommé(e):
Scigliano Claudia

31. Promotion de la dame CHERCHI Sabrina au poste de commis technique principal, grade 8

Promotion accordée.

PERSONNEL - CIPA «RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP»

32. Réduction de la tâche hebdomadaire de 40 à 30 heures de la dame Dostert Martine, aide-soignante au CIPA «Résidence op der Waassertrap» sous contrat à durée indéterminée, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS

Réduction de tâche accordée.

33. Augmentation de la tâche hebdomadaire de travail de 30 à 40 heures de la dame Modolin Carole aide-soignante au CIPA «Résidence op der Waassertrap» à partir du 1^{er} octobre 2013

Augmentation de tâche accordée.

PERSONNEL - MAISON RELAIS POUR ENFANTS

34. Réduction temporaire de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 35 heures pour la période du 1^{er} octobre 2013 au 30 septembre 2014 de la dame Staudt épouse Theis Kerstin infirmière en pédiatrie à la maison relais SANEM

Réduction de tâche accordée.

35. Réduction temporaire de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 32 heures pour la période du 1^{er} octobre 2013 au 28 février 2017 de la dame Laures Jessica éducatrice à la maison relais SANEM

Réduction de tâche accordée.

36. Nomination d'un éducateur diplômé (m/f) à durée indéterminée avec une tâche de 10 heures/semaine, pour les besoins de la maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur diplômé PE5

Est nommé(e):

Bossio Laura

37. Nomination d'un éducateur diplômé (m/f) à durée indéterminée avec une tâche de 10 heures/semaine, pour les besoins de la maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur diplômé PE5

Est nommé(e):

Liber Yannick

38. Nomination d'un éducateur diplômé (m/f) avec une tâche 20 heures/semaine et à durée déterminée, pour les besoins de la maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur diplômé PE5

Est nommé(e):

Frantz Lynn

-
39. Modification de la délibération du Conseil communal du 17 décembre 2007 concernant les primes de responsabilité à attribuer au personnel éducatif de la Maison Relais Sanem, conformément à l'article 27 du CCT-SAS pour employés privés

Approbation

Gemeinderatssitzung Sanem vom 4. Oktober 2013

Neue Gaststätte im REWA Belval

Die erste Gemeinderatssitzung nach der Sommerpause fand am 4. Oktober 2013 statt und beinhaltete insgesamt 40 Punkte. Bei allen Inhalten der Tagesordnung herrschte Einstimmigkeit bei den Gemeinderäten.

BELES

Vor der öffentlichen Sitzung wurde der neue Gemeindebeamte Dominique Di Stefano, der seit dem 1. August 2013 als „rédacteur“ im Gemeindesekretariat tätig ist, von Bürgermeister Georges Engel (LSAP) vereidigt. Danach entschuldigte der Bürgermeister die Abwesenheit von Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk).

Anschließend bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) den Gemeinderat einen Punkt nachträglich auf die Tagesordnung zu setzen. Hierbei handelte es sich um das Ausführungsprojekt des Bebauungsplans (PAP - plan d'aménagement particulier) „Ennert dem Dréisch“ in Zolwer. Laut neuer Prozedur des Innenministeriums liegt diese Entscheidung nun nicht mehr beim Schöffenrat, sondern beim Gemeinderat. Da man keine Zeit mehr verlieren wollte, wurde dieser Punkt nachgereicht. Dann wurden noch die Berichte der vergangenen Gemeinderatssitzungen von Januar bis Juni gutgeheißen.

NEUE BÜRORÄUME FÜR DAS SOZIALAMT

Die Ausbau- und Renovierungsarbeiten der „alten“ Schule in Sanem sind so gut wie abgeschlossen. Daher hat die Gemeinde die ersten Abschlussrechnungen



Dominique Di Stefano wurde als neuer Gemeindebeamter vereidigt.

erhalten und man hat nun einen Überblick über den Gesamtkostenpunkt dieser Baustelle. Zusätzlich zu den ursprünglichen 2.597.000 € und den 25.000 € für das Auswechseln der Heizungsanlage musste ein weiterer Kostenvoranschlag nachgestimmt werden, was einen Mehrpreis von 12 % entspricht. Rund 85.000 € entfallen dabei auf Preiserhöhungen, 66.000 € auf den Rohbau, 35.000 € auf die Dacharbeiten und 45.000 € Aufpreis wegen Wasserinfiltrationen. Zusammen mit den Honoraren und der Mehrwertsteuer kommt man auf den Gesamtbetrag in Höhe von 310.000 €. Alle Gemeinderäte waren mit diesem Kostenvoranschlag einverstanden.

Die Einstellung einer weiteren Sozialarbeiterin im Sozialamt der Gemeinde zog die Notwendigkeit eines neuen Büros mit sich. Der Service RASE (Relais d'accompagnement socio-éducatif), der ebenfalls in den Räumlichkeiten des Sozialamtes untergebracht war, wurde in die Schule Scheierhaff verlagert. Um den nun freigewordenen Raum optimal nutzen zu können, mussten die Eingangstür versetzt und eine Zwischenwand herausgenommen werden.

Zunächst sprach Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP), als Präsident des Verwaltungsrates des Sozialamtes, seinen Dank an den RASE für den Umzug in ein anderes Gebäude aus. Zudem bedankte er sich für die rasche Einrichtung des neuen Büros und informierte die Gemeinderäte, dass alle Mitarbeiter sehr zufrieden mit den umstrukturierten Räumen seien. Außerdem überlege man sich eine Art „Tag der offenen Tür“ des Sozialamtes zu organisieren um nicht nur die neugestalteten Büros vorzustellen, sondern den Bürgern auch die Dienste und Hilfeleistungen des Sozialamtes zu präsentieren.

Gemeinderat Alain Cornély fragte im Anschluss daran, ob man bei diesen Arbeiten auch weitere Büroräume geplant habe falls in Zukunft noch mehr Sozialamt-Mitarbeiter eingestellt werden sollten. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) und Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) antworteten daraufhin, dass die Kapazitäten im Untergeschoss des Gemeindehauses erschöpft seien und man in diesem Fall andere Möglichkeiten nutzen müsste. Da der Schlüssel für die Einstellung neuer Sozialarbeiter bei 6000 Einwohnern liegt, habe man noch ein wenig Spielraum und Zeit. Danach wurde der Kostenvoranschlag in Höhe von 55.000 € ohne Einwände vom Gemeinderat gutgeheißen.



Das Sozialamt der Gemeinde verfügt nun über einen Büroraum mehr.

75.000 € standen im diesjährigen Budget für die Auswechslung der öffentlichen Beleuchtung. Diese sollte den Schlussfolgerungen eines Masterplans erfolgen, der so gut wie fertiggestellt ist. Da eine Reihe von Leuchten in der Gemeinde dringend ersetzt werden müssen, wurden 39.000 € gestimmt um noch in diesem Jahr diese Austauscharbeiten vorzunehmen.

Die Lagerhalle für Vereine in Beles ist bereits seit kurzer Zeit in Betrieb. Die Konventionen mit den jeweiligen Vereinen sind alle unterschrieben und einige sind bereits mit ihrem Material eingezogen. Der Kostenvoranschlag von 88.000 € für die Aufteilung der Lagerräume muss nun jedoch adaptiert werden und dies aus 2 Gründen. Erstens wurde noch ein Gabelstapler integriert um die oberen Bereiche besser nutzen zu können. Zweitens wurden im Endeffekt mehr Abteile angelegt als ursprünglich geplant. Der zusätzliche Kredit von 36.000 € wurde einstimmig vom Gemeinderat angenommen.



In der Lagerhalle für Vereine in Beles sind nur noch 5 von 29 Abteilen frei.

GEMEINDE KAUF 108 AR GROßES GRUNDSTÜCK IN EHLERINGEN

Nach der Entscheidung in den Gemeinderäten von Sanem und Monnerich, dieses Grundstück der Monnericher Kirchenfabrik zu kaufen, dauerte die Absegnung des Vorkaufvertrages 2 Jahre lang! Dieser musste nicht nur vom Bistum sondern auch noch vom Vatikan gutgeheißen werden.

Jetzt kann auch endlich der definitive notarielle Verkaufsakt genehmigt werden. Für insgesamt 1.079.000 € kauft die Gemeinde ein fast 108 Ar großes Grundstück in Ehleringen, wobei der vordere Teil (rund 40 Ar) im „Différé“ und die restlichen Flächen außerhalb des Bauperimeters liegen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte die Wichtigkeit dieser Immobilientransaktion. Es sei wichtig als Gemeinde weitere Ländereien in Ehleringen zu erlangen. In dieser Ortschaft sind die Grundstücksverhältnisse nämlich nicht ideal aufgeteilt, was zum Beispiel bei späteren Bauland-Tauschgeschäften unvorteilhaft werden könnte. Eine Erhöhung des Beitragsanteiles der Gemeinde erfolgt also nicht ohne Grund. Ein weiteres Argument sei dass sich in diesen „Différé“-Zonen schon seit 10 Jahren nichts getan hat. Der Ankauf dieses Geländes ermöglicht nun der Gemeinde selber die Initiative zu ergreifen und Bewegung ins Spiel zu bringen. Die Idee sei es ein, eventuell soziales, Wohnbauprojekt an dieser Stelle voranzutreiben, bei dem der Verkaufspreis der Bauflächen die

gesamten Kosten des Ankaufs wieder einspielen werde. Der gesamte Gemeinderat stimmte anschließend ohne weitere Diskussionen dem Kauf zu.

Anschließend bewilligten die Gemeinderäte ebenfalls ohne Gegenstimme alle folgenden Immobilientransaktionen: der Kauf einer Parzelle Ecke rue de la Gare/rue de Belvaux in Zolwer, eine Regulierung einer Parzelle in der rue d'Ehlerange in Zolwer, ein Vorkaufvertrag bezüglich eines Grundstücks in Belval, hinter der route d'Esch in Beles und eine Konvention zwischen dem Staat, der CFL und der Gemeinde betreffend des Grundstücks zwecks Schaffung eines Parkplatzes in Beles.

Zum Schluss wurde dann noch der Mietvertrag mit der Gesellschaft „Munhoven“ bezüglich der Gaststätte im REWA (Résidence Op der Waassertrap) verabschiedet. Bereits beim Bau des neuen Pflege- und Altenheims REWA wurde geplant an dieser Stelle eine Gaststätte zu verwirklichen, die nicht nur als Cafeteria für die Bewohner dienen soll. Die Gemeinde war der Meinung, dass die vor kurzem offiziell eingeweihte „place Marcelle Lentz-Cornette“, die „Waassertrap“ und der neue Park Belval, die sich alle direkt neben dem REWA befinden, eine gute Gelegenheit darstellen um im neuentstehenden Viertel ein Bistro mit Terrasse vorzusehen und somit gleichzeitig auch dem Mangel an Wirtshäusern in der Gemeinde entgegenzuwirken, erklärte Bürgermeister Georges Engel (LSAP).



Eine Gaststätte im REWA in Belval hat ihre Türen geöffnet.

Der attraktive Treffpunkt wurde von der Gemeinde komplett eingerichtet und daneben wurde die moderne Inneneinrichtung mit einer Kegelbahn ausgestattet. Die neue Gaststätte stellt auch keine Konkurrenz zur Cafeteria des REWA dar, sondern die beiden sollen sich ergänzen.

Es wurden die großen Brauereien im Land angeschrieben, die alle Interesse gezeigt hatten. Schlussendlich hat man sich für „Munhoven“ entschieden, die das beste Angebot abgegeben hatte. Um den Besonderheiten dieses Cafés gerecht zu werden wurde in den Bedingungen festgelegt, dass zum einen die Miete in den ersten Jahren niedriger gestaffelt bleibt, da es sich um ein neues Viertel handelt und zum anderen da sich das Bistro in einem Altenheim befindet, wurde die Sperrstunde auf 12 Uhr Mitternacht festgelegt.

GROßE BAUPROJEKTE KOMMEN IN GANG

Gleich 2 Konventionen und Ausführungsprojekte („projet d'exécution“) bezüglich des neuen Viertel Belval wurden danach einstimmig verabschiedet. Es ging hierbei um die Bebauungspläne (PAP) 02.02 und 02.04 „Quartier Square Mile“. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte: „Es handelt sich hier um Standardtexte. Die einzige Änderung ist, dass die Erschließungsgesellschaft Agora nicht mehr verantwortlich gemacht werden kann, wenn der Bauträger sich nicht an die Bedingungen der Konventionen hält, allerdings muss die Agora darauf hinweisen und aufmerksam machen.“

Danach stand die Abstimmung über das Ausführungsprojekt für die Realisierung des Bebauungsplans (PAP - plan d'aménagement particulier) „Ennert dem Dréisch“ in Zolwer auf der Tagesordnung. Die Konvention zu diesem PAP hatte der Gemeinderat bereits im Juli verabschiedet, parallel zur Genehmigung des Ausführungsprojektes („projet d'exécution“) die üblicherweise vom Schöffenrat gegeben wird. Das Innenministerium kam im Laufe der Prozedur allerdings zu der Schlussfolgerung, dass obwohl dieser PAP vor der Einführung des adaptierten Raumplanungsgesetzes eingereicht worden war, dieses Projekt aufgrund der neuen Gesetzgebung gehandhabt werden müsse. Deshalb musste nun dieser Bebauungsplan nochmals im Gemeinderat behandelt werden. Alle Gemeinderäte zeigten sich sodann mit dem Ausführungsprojekt unisono einverstanden.

Anschließend gab Bürgermeister Georges Engel (LSAP) das Wort an den Gemeinderat und Präsident der Finanzkommission Jemp Schlessler (LSAP) der kurze Erläuterungen zu den Subsidien an diverse Vereine gab, die danach allesamt einstimmig verabschiedet wurden.

BUDGETÄRE ANPASSUNGEN BEWILLIGT

Wie jedes Jahr nach der Sommerpause, wurden dem Gemeinderat verschiedene kleinere budgetäre Anpassungen im ordinären Haushalt vorgeschlagen. Hierbei handelt es sich unter dem Strich um eine Abänderung von 84.267,64 €. Was die ordinären Ausgaben allein betrifft, liege man bei rund 128.000 €, das eine Adaptation von nur 0,25 % der gesamten ordinären Ausgaben ausmacht, also die niedrigste Quote der vergangenen Jahre, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP).

Daneben musste eine größere Abänderung im extraordinären Budget vorgenommen werden und dies im Kader des neuen Altenheims REWA in Belval. Der Küchenbrand kurz vor der Eröffnung im vergangenen Sommer hatte zusätzliche Kosten in Höhe von 823.627 € verursacht, die aber von der Versicherung zurückerstattet werden. Dennoch musste die Gemeinde die Kosten vorstrecken, die nun natürlich zum Abschluss des Projekts fehlen. Demnach stimmte der Gemeinderat den obengenannten Betrag sowohl bei den Ausgaben als auch bei den Einnahmen hinzu.

Danach gaben die Gemeinderäte grünes Licht für die Aufnahme der im Budget 2013 vorgesehenen Anleihe in Höhe von 6 Millionen € zur Finanzierung der im extraordinären Budget vermerkten Projekte. Auch wenn die Gemeinde nicht sofort auf das Geld angewiesen ist, wurde dem Gemeinderat, wegen der bis zu 5 Monate dauernden Prozedur, vorgeschlagen, bereits zu diesem Zeitpunkt die Konditionen des Darlehens festzulegen und dem Schöffenrat den Auftrag zu erteilen, Angebote bei den Banken anzufragen sobald das Innenministerium seine Erlaubnis erteilt hat. Die Bedingungen sind die gleichen wie die im vergangenen Oktober gestimmten: eine Anleihe mit trimestriellen Rückzahlungen während 20 Jahren.

Angesichts der Indexbranche am 1. Oktober 2013 wurden wie üblich auch die Zimmerpreise des Altenheims REWA dementsprechend angepasst. Die Steigerung der Pen-

sionspreise von 2,5 % zeigt sich wie folgt: ein Einzelzimmer kostet nun 2.310,90 € monatlich, ein Doppelzimmer 4.159,62 € pro Monat und ein Ferienbett 87,37 € pro Tag. Bevor alle Gemeinderäte ihren Zuspruch gaben, sprach Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler ihren Wunsch aus, dass die Heimbewohner über diese Preis-anpassungen informiert werden sollten.

Schließlich bewilligte der Gemeinderat die Adaptation der Tarife des Krankentransports („transport en ambulance“). Ein Rundschreiben des Innenministeriums erlaubt den Gemeinden die Gebühren, die seit 1995 nicht geändert worden waren, anzupassen. Genauso wie in den Nachbargemeinden, in denen Ambulanzen unterwegs sind, wurden die Tarife also erhöht. Der Pauschalbetrag wird von 25 auf 40 € hochgesetzt und der Kilometerpreis steigt von 0,75 € auf 1,12 €.

PEP – „PLAN D’ENCADREMENT PÉRI-SCOLAIRE“ FÜR DAS SCHULJAHR 2013/2014

Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) bekam dann das Wort um den neuen PEP („plan d’encadrement périscolaire“) für dieses Schuljahr zu präsentieren. Sie betonte, dass in der Gemeinde Sanem, der sogenannte PEP, lange vor der offiziellen Einführung per Gesetz, umgesetzt und gelebt wurde. Jetzt geht es darum das Ganze zu formalisieren, was bereits seit längerem funktioniert.

Mit diesem Plan wird die Beziehung zwischen der Schule und allen paraschulischen Aktivitäten, vor allem mit denen der „maison relais“ aber auch mit den Vereinen der Gemeinde, gestärkt. Jede Schule hat ihren eigenen PEP, da mit allen Schulen der Gemeinde auch eine „maison relais“ verknüpft ist. Zusätzlich wurde ein PEP erstellt in dem alle Vereine der Gemeinde aufgeführt werden, die Aktivitäten für Schulkinder (Cycle 1 – 4) anbieten. Die Schöffin erklärte dann das Basismodell des PEP, in denen alle Aktivitäten, das ganze hierfür benötigte Personal und die Uhrzeiten angeführt sind. Dazu zählen unter anderem die obligatorischen und unentgeltlichen Aktivitäten (Schulzeit), sowie die bei der eine finanzielle Beteiligung erforderlich ist (außerhalb der Schulzeit und in den Ferien) und auch die LASEP-Stunden.

Die Schöffin betonte nochmals, dass in unserer Gemeinde bereits länger die Tradition des Austausches zwischen Maison Relais und Schule besteht, nun aber das Ganze offiziell in einer Tabelle aufgeführt worden ist. Man siehe nun ganz deutlich wie viele verschiedene Angebote es für Schulkinder bereits jetzt schon gibt. Zu einem späteren Zeitpunkt werden weitere Möglichkeiten, Aktivitäten und Infrastrukturen hinzugefügt, in denen die Kinder komplementär zur Schule ihre Freizeit nutzen können, hauptsächlich Aktivitäten die punktuell stattfinden wie z.B. die Umweltwochen, Ferienaktionen,.... Neben diesen Tabellen des PEP ist aber auch eine Broschüre in Ausarbeitung, die den Vereinen die Möglichkeit bietet, den Eltern die verschiedenen Aktivitäten näher zu bringen.

Anschließend gab Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) alle nötigen Erklärungen zur Schaffung von 9 Posten im gemeindeeigenen Altenheim REWA. Weiteres Personal wird in den Bereichen der Restauration, der Wäscherei, der Technik, der Animation und der Küche benötigt, um einen einwandfreien Ablauf im REWA zu gewährleisten. Daneben wurden auch noch 3 weitere Posten in der „maison relais“ vom Gemeinderat gutgeheißen. Hierbei handelt es sich um das Personal in der „Zolwer Kannerbuerg“. 2 Mitarbeiter besuchen nun 1 mal die Woche die Schule um ihr Diplom nachzuholen, was die Gemeinde immer unterstützt. Durch diese Ausfälle jedoch mussten jetzt 2 Posten à 10 Stunden geschaffen werden, um die Kindergruppen optimal zu betreuen. Beim zusätzlichen Posten handelt es sich um 20 Stunden damit ein Kind mit spezifischen Problemen betreut werden kann, Stunden die ebenfalls vom Ministerium genehmigt worden sind.

Danach verabschiedeten die Gemeinderäte einige temporäre Verkehrsverordnungen und stimmten einhellig der Aufnahme der Gemeinden Diekirch und Mertert in das interkommunale Syndikat „SIGI“ (syndicat intercommunal de gestion informatique) zu.

Zum Schluss stellte Gemeinderat Mike Lorang im Namen der CSV-Fraktion 2 Fragen an den Schöffenrat. Zunächst ging es um die Zukunft und den Umbau des Vereinshauses in Beles. Auf diese Frage konnte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) mitteilen, dass die „Scouts“ im Juli dieses Jahres Pläne für den Umbau vorgelegt haben. Der technische Dienst der Gemeinde hat diese dann auch analysiert, jedoch festgestellt, dass das Dossier nicht komplett ist (z.B. Fehlen der Zugänglichkeit und einer Feuertreppe). Das Projekt wurde nun überarbeitet,

allerdings dem Schöfferrat noch nicht präsentiert. Dies wird aber in den kommenden Wochen im Rahmen der Budgetvorstellung geschehen. Das Familienministerium sei bereit sich zu 50 % an den Umbauarbeiten zu beteiligen, jedoch unter der Voraussetzung, dass das Gebäude der Öffentlichkeit zugänglich ist. Dies ist allerdings noch nicht geklärt, da der aktuelle Besitzer die „oeuvres paroissiales“ ist. Außerdem verlange das Ministerium die Zugänglichkeit des Gebäudes sowie die Umsetzung diverser Sicherheitsvorschriften. Da es sich bei diesem Projekt um eine Implantation im Vereinshaus handelt, ist dieses Dossier nicht das einfachste. Der aktuelle Schöfferrat sowie auch die 2 vorherigen waren immer wieder in Verhandlungen mit den „oeuvres paroissiales“, jedoch bislang ohne Resultat. Man muss also abwarten was man in den nächsten Verhandlungen erreichen kann, bevor man ein konkretes Projekt vorstellen kann. Der Schöfferrat sei auf jeden Fall bereit den Beleser „Scouts“ zeitgemäße Räumlichkeiten zur Verfügung zu stellen.

Danach ging es um die Frage nach der Ursache, warum einen Monat nachdem die „rue de la Poste“ in Beles einen neuen Straßenbelag erhalten hatte, die Straße an verschiedenen Stellen wieder aufgerissen werden musste. Der Bürgermeister erklärte, dass dies zum einen auf nicht fachgemäße Kanaldeckelarbeiten des Bauunternehmers und zum anderem auf einen Wasserrohrbruch zurückzuführen sei.

Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) hatte anschließend noch 2 weitere Anliegen. Zum einen ging es hierbei um die Frage nach der Vermietung von Gemeindefahrzeugen. Während der Wahlkampagne wurde von einer Partei ein Kleintransporter der Gemeinde benutzt um Plakate aufzuhängen. Die CSV-Fraktion war über diese Möglichkeit nicht informiert und fragte deshalb nach den Voraussetzungen und Tarifen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass generell verfügbare Gemeindefahrzeuge vom Personal ausgeliehen werden können. Dies gilt aber auch für Mitglieder des Gemeinderates. Man muss hierfür nur eine schriftliche Anfrage an die Verwaltung schicken. Eigentlich wollte die Partei den Kleintransporter, der eigens für den Verleih an lokale Vereine gedacht ist, ausleihen, dieser war jedoch schon besetzt. Zum anderen wollte die CSV-Gemeinderätin im Zusammenhang mit Allerheiligen darauf aufmerksam machen, dass die Sitzbänke und Abfallcontainer auf den Friedhöfen unvorteilhaft stehen, zum Beispiel bergaufwärts. Um vor allem den Senioren entgegen zu kommen, solle man die Bänke und Mülltonnen eventuell unten oder beim Ausgang aufstellen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP)

versprach diesen Vorschlag an den zuständigen Dienst weiterzuleiten.

Zum Abschluss wurden in der geschlossenen Sitzung einige Personalangelegenheiten behandelt. Neben einem Informatiker, einem Klimaberater und einer administrativen Mitarbeiterin für die Gemeindeverwaltung, wurde noch ein Angestellter für die kommunalen Archiven gestimmt. Des Weiteren erhielt eine Mitarbeiterin im technischen Dienst eine Promotion und für die „maison relais“ wurden 3 Erzieher genannt.




Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem

de la séance publique

du vendredi, 15 novembre 2013

date de l'annonce publique:	08 octobre 2013
date de la convocation des conseillers:	08 octobre 2013
début:	08h30
fin:	11h10

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Urbany Serge
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

/

Mme Cecchetti Myriam n'a pas pris part au vote des points 4 à 9.
M. Urbany Serge n'a pas pris part au vote du point 25.a-d
Mme Reuter-Bauler Carine n'a pas pris part au vote du point 25.d
Mme Reuter-Bauler Carine a quitté la séance après le vote du point 29.
Mme Cecchetti Myriam a quitté la séance après le point 30.

Premier votant:

Mme Asselborn-Bintz Simone



Ordre du jour

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

35. Nomination d'une aide-soignante, pour les besoins du C.I.P.A. Résidence «Op der Waassertrap» à durée déterminée avec une tâche de 40 heures/semaine, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignante PS5

Vote unanime

1. Correspondance et Informations

PROJETS

2. Rénovation de la maison Detroit à Soleuvre – Phase 1. Devis estimatif détaillé: 499.923,- € (article budgétaire: 4/130/221311/12002)

Vote unanime

3. Réaménagement de la salle de musique à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 108.000,- € (article budgétaire: 4/831/221312/13055)

Vote unanime

4. Projet de mise en place d'un réseau WIFI public (HOT CITY) et l'étendue de mise en place des stations Vel'ok. Devis estimatif détaillé: 30.000,- € (article budgétaire: 4/130/211000/99007)

Vote unanime

5. Acquisition de machines de lingerie et de nettoyage au CORKS pour les besoins des services de régie/service bâtiments/équipe de nettoyage. Devis estimatif détaillé: 24.000,- € (article budgétaire: 4/822/222200/13031)

Vote unanime

6. Aménagement d'un panneau indicateur de vitesse et de panneaux d'illumination pour piétons. Devis estimatif détaillé: 22.000,- € (article budgétaire: 4/622/222100/99001)

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

7. Approbation de la convention et du projet d'exécution pour la réalisation du plan d'aménagement particulier concernant l'aménagement de 8 maisons en bande de type unifamiliale au lieu-dit «rue d'Oberkorn» à Belvaux pour le compte de la société Claude Rizzon Immobilière S.à r.l.

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

8. Approbation d'un acte de vente avec la dame Sylviane KUPERSZTAJN concernant l'acquisition d'une parcelle de terrain sise au lieu-dit «Route d'Esch» à Belvaux

Vote unanime

9. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec les époux MANCINO-BUONO concernant une parcelle de terrain à Soleuvre

Vote unanime

10. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec le sieur LOURO RIBEIRO Arthur concernant une parcelle de terrain avec mur à Belvaux

Vote unanime

11. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec les époux BACIC - ZUT concernant une parcelle de terrain avec mur à Belvaux

Vote unanime

12. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la dame SABO Angela concernant une parcelle de terrain avec mur à Belvaux

Vote unanime

13. Approbation d'un acte notarié de concession d'un droit de superficie avec la société anonyme BOUVY SA, ayant actuellement son siège social à L-2734 Luxembourg, 47, rue de Wiltz concernant une parcelle de terrain dans la zone d'activités commerciales et économiques «Um Woeller» à Soleuvre

Vote(s) positif(s): 14	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Urbany Serge

14. Reclassement du Domaine Public Communal dans le Domaine Privé Communal de la parcelle 346/8419, sise à Soleuvre

Vote unanime

15. Approbation d'un compromis de vente avec la société «AGILIS S.à r.l.» concernant la vente d'une parcelle de terrain sise à Soleuvre

Vote unanime

16. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la société en commandite simple «SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGORA S.A. roll. et Cie» concernant les rues Krieps, Gaul (partie), Waassertrap (partie) et la place Marcelle Lentz-Cornette du quartier «Belval Nord» à intégrer dans le Domaine public communal

Vote unanime

17. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la communauté d'époux DOMP-ESSLINGER concernant une parcelle de terrain à Soleuvre

Vote unanime

18. Approbation de la résiliation du contrat de bail avec le sieur SEYLER Nicolas

Vote unanime

19. Approbation d'un contrat de bail avec la communauté d'époux DIEDERICH-MILLIM concernant la location d'une parcelle de terrain d'une contenance de 1,45 are à Belvaux

Vote unanime

20. Approbation d'un contrat de bail avec le sieur Paul SCHOCKMEL concernant la location d'une parcelle de terrain d'une contenance d'environ 25 ares à Belvaux

Vote unanime

FINANCES

21. Approbation d'une convention avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par son Ministre du Logement relative à la participation étatique au projet «maison 32, route d'Esch à Belvaux» concernant l'acquisition et l'aménagement de logements subventionnés destinés à la location

Vote unanime

22. Fixation de l'impôt foncier pour l'année 2014

A	Propriétés agricoles	400 %
B1	Constructions industrielles ou commerciales	600 %
B2	Constructions à usage mixte	400 %
B3	Constructions à autre usage	200 %
B4	Maisons unifamiliales, maisons de rapport	200 %
B5	Immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	400 %
B6	Terrains à bâtir à des fins d'habitation	400 %

Vote unanime

23. Fixation de l'impôt commercial pour l'année 2014

Le collège des bourgmestre et échevins propose de fixer l'impôt commercial à 325 % pour l'année 2014.

Vote unanime

24. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
Ile aux clowns a.s.b.l.	Clowns hospitaliers	2012-100 €	100 €
Care a.s.b.l.	Aide aux réfugiés	/	/
Médecins sans frontières	Urgence humanitaire en Syrie	/	/
Rêve d'enfant A.s.b.l.	Projet école de foot au Brésil	/	/
UGDA	Soutien organisation 30 ^e concours luxembourgeois pour jeunes solistes	/	/
Wado-Ryu Karate Chinto Kayl A.s.b.l.	Soutien organisation compétition internationale	/	/
Fir d'Kanner a Latäinamerika	Projets de développement en Amérique Latine	/	/

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

25. Nomination de quatre membres du conseil d'administration de l'Office social conformément à la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide social (art. 13)

Nom	Prénom
CECCOTTO	Raymond
Nom	Prénom
DONDELINGER	Henri
Nom	Prénom
MERENZ	Norbert
Nom	Prénom
REUTER-BAULER	Carine

DIVERS

26. Approbation d'un plan d'action communal concernant une charte européenne pour l'égalité des hommes et des femmes

Vote unanime

Avec

- ajout d'un article à fournir par Madame Nathalie Morgenthaler
- adaptation du texte aux pages 20 et 34
- adaptation du texte à la page 23 concernant les langues à appliquer

27. Modification de la composition des commissions consultatives

Nomination:

Nbr	Commission	Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Parti / Association
1	des Jeunes	CATENA Patrick	L-4440 Soleuvre	Membre Effectif	Déi Gréng
2	des Sports	TRAMARIN Jeanne	L-4650 Niedercorn	Membre Effectif	Entente Suessem
3	des Sports	ALLAR-ALESCH Lynn	L-4988 Sanem	Membre suppléant	Entente Suessem

Vote unanime

28. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins

- a. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant l'état de la toiture des maisons n°6, n°8, n°10 route d'Esch à Belvaux, suite à l'incendie qui est survenu dans la maison n° 8 pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 28 octobre 2013;
- b. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant la mise en place d'un tube piézométrique sur la bouche d'incendie à la hauteur de la maison n°177 rue d'Esch à Ehlerange pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 07 novembre 2013;
- c. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de sondage sur la conduite d'eau dans les rues Waassertrap et Pir Kremer à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 07 novembre 2013;

Vote unanime

29. Statuts

- a. Taekwondo Club Sanem asbl

À reporter faute d'informations supplémentaires

- b. Centre d'Intervention Sanem asbl

Catégorie 1.1

Vote unanime

30. Questions et divers

Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem Bieles, den 11. November 2013

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mär, Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot e puer Froen ze stellen.

An der leschter Ausgab vum Magazin vun der FGFC (Fédération générale de la fonction communale) stinn e puer Artikelen zum SIGI (Syndicat intercommunal de la gestion informatique) drann.

Do ginn zum Deel schwéier Virwërf géint den Direkter erhuewen an de Bureau souwuel wéi de Comité vum SIGI ginn opgefuerdert, eppes z'ännerhuelen. Dës Agissementer betreffen awer haaptsächlech d'Personal, dat am Syndikat selwer schafft.

Ech wéilt awer v.a. op déi Kritikpunkten agoen, déi Auswierkungen op eis Gemengen hunn. Esou sollen dem Goût vun der AIC (Association des informaticiens) vun der FGFC no ze vill extern Consultante fir deiert Geld ëm Rot gefrot ginn. Donieft géif vergiess ginn d'Leit, déi um Terrain schaffen, d.h. d'Gemengepersonal selwer, ze consultéieren.

Och soll d'Personal vum SIGI zwar déi richteg informatesch Kenntnisser hunn, mä leider kennt et d'Situatioun vun de Gemengebedierfnisser net gutt genuch fir dass d'Produkter herno am Alldag eng wierklech Hëllef fir eist Personal an eis Gemeng a seng Bierger duerstellen.

- Kann eise Gemengevertrieder an deem Syndikat dës Usichten deelen?

Allgemeng därerft et erlaabt sinn sech d'Fro ze stellen, ob d'Kommunikatioun vum SIGI fir den Zerwiss „macommune.lu“ net ufänkt, enorm Ausmoossen ze huelen an ob d'Manéier ubruecht ass.

Am Ament leeft op der Startsäit vu „macommune.lu“ eng Sendung, déi „Sketch comedy“ heescht a wou ee Gemengesyndikat d'Gemengepersonal an ee schlecht Liicht stellt. Esou gëtt de Wee vum Bierger op eng Gemeng als „Kräizwee“ beschriwwen, deen immens „Efforten“ freet a „verlueren Zäit“ wär.

- Fënnt de Schäfferot dat net problematesch, wa mat Gemengesue sän eegent Personal an deem Filmchen schlecht duergestallt gëtt, wéi wa sän Zerwiss um Bierger net gutt wär?
- Riskéiert duerch déi Reklammen/Filmer net d'finanziell Gemengepartizipatioun an Zukunft ze klammen? A wa jo, ass de Schäfferot bereet, mat op dee Wee ze goen?

Merci am viraus fir Är Äntwerten, mat menge beschte Gréiss,
Fir d'CSV-Fraktioun, Mike LORANG a Carine REUTER-BAULER

Nathalie MORGENTHALER
Member vum Gemengerot

Réponse du collègue échevinal:

Déi éischt Fro ass un de Jos Piscitelli gericht. Hien äntwert dorop.

Zu der éischter Fro huet de Schäfferot nach ze soen dat hien schons 2010 gemeinsam mat de Buergermeeschteren vun Déifferdeng, Diddeleng, Esch a Péiteng eng Demande un de Président vum SIGI gericht huet wou mer gefuerdert hun dat eis Informatiker sech regelméisseg mam SIGI austauschen fir den Doléance vun de Gemengen Rechnung ze droen. Dat e Conseil technique soll geschaafe gin iwwert d'Stratégie informatique vum SIGI wou all Gemeng déi en eegenen Service informatique huet och dodran soll mat engem Beamte vertrauede sin.

Et muss een och soen dat deemols als Konsequenz eng Partie Kommissiounen beim SIGI geschaafe gi sin zu de Sujeten Informatik, Finanzen, Etat civil, Sekretariat, Maison Relais a Service technique an dat mir och eng Partie vun eise Beamten regelméisseg dohin deleguieren.

Leider muss mer awer och emmer erem feststellen dat déi Kommissiounen deelweis als Alibi genotzt gin fir schons faerdeg ausgeschaffte Saachen ze présentieren oder dat Projeten an de Public kommen ouni dat déi respektiv Kommissiounen eppes dovou wëssen.

Déi 2t Fro:

Natierlech ass de Schäfferot dogéint wann eis Cotisatiounen dofir gebraucht gin fir eis eegen Servicer schlecht ze maachen amplaz déi Suen sënnvoll an brauchbar Programmer ze stiechen.

Op eis Participatioun duerch esou Filmer riskéiert ze klammen kann ech iech elo net soen. Jiddenfalls muss mer eis Froen stellen iwwert den aktuelle Verwendungszweck vun de Suen déi dem SIGI zur Verfügung stin. An natierlech ass de Schäfferot net domat d'accord fir eis Suen an esou Projeten ze stiechen respektiv domat eis Participatioun klammen ze doen.

Eiser Meenung no muss de Comité vum SIGI wat en interkommunalt Syndikat ass, gegrënnt fir senge Memberen um Niveau vun der Informatik gemeinsam Léisungen ze bidden, sech sengem initiale Rôle erem méi bewusst gin an dementsprechend d'Décisionen betreffend sain Fonctionnement huelen.

D'Beispill vun MACOMMUNE.LU ass hei e ganz treffend wou ze vill Energie a Suen an eng Saach gestach gin sin déi de Notzen ënnert dem Stréch net rechtfërdegt. De Bierger dobaussen setzt entretemps de SIGI gleich mat MaCommune.LU ouni de Rescht vun den Servicer ze kennen déi hannert dem SIGI stiechen.

A wann ee kuckt wien dat den Service vu MaCommune.Lu profitéiert da muss een sech Froen zum Opwand stellen. Vu bal 6.000 méigelechen Utilisateuren bei eis an der Gemeng hun sech 10 % fir den Service ageschriwwen. Bis elo sin emol keng 500 Certificaten an Servicer vu Bierger iwwert MaCommune ugefrot gin par rapport zu 16.500 Certificaten an Servicer déi mer am selwechten Zaitraum am Guichet geliiwert hun. Mir schwätzen hei vun 2,6 % déi op MaCommune erfaalen. An da muss een nach soen da schons virun MaCommune de Gros vun deenen Servicer och schons bei eis um Site online ze kréie waren an och do schons bestallt gi sin. Da fänkt een un ze verstoen firwat de SIGI muss Reklam fir sain Service maachen.

A vun eis gefrote Vereinfachungen betreffend eng Integratioun op eisem Internetsite oder d'Schweierfällgkeet vun der Tan-Card gin einfach iwwerhéiert. An och ass leider kaum Zait bliwwen fir sech eisen aneren Doléancen unzehuelen déi wait méi prioritaire sin esou zum Beispill déi méi zügesch Upassung vun eisem Plan pluriannuel mat dem mer Milliounen u Krediter geréieren.

Déi éischt Reaktiounen vum SIGI déi een geschter an der Presse konnt gesin stëmmen eis awer zouversichtlech dat de SIGI de Message verstanen huet an bestëmmt eppes u sengem Fonctionnement versicht ze änneren.

Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Bieles, November 2013

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mär Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Froen ze stellen:

- Eisen Informatiounen no bekloe sech verschidden Awunner aus dem verlängertem Roudé Wee iwwert folgend Problemer:
 - De Verkéier an der Strooss oder besser gesot die Leit di des Strooss als Rennpiste benotzen.
 - Rumeuren dat um neie Parking vum Boulodrome owes soll mat Drogen gehandelt ginn.

Weess de Schäfferot iwwert des Problematik? A wa jo ewéi gedenkt de Schäfferot hei virzegoen?

Merci am viraus fir Är Äntwerten, mat menge beschte Gréiss,
Fir d'CSV-Fraktioun, Nathalie MORGENTHALER a Carine REUTER-BAULER

Mike LORANG
Member vum Gemengerot

Réponse du collègue échevinal:

Zum Autosverkéier: déi lescht Radarmiessungen déi d'Gemeng an dem Deel gemaach huet si vum Juli 2012. Deemols sin 7 % vun de Chauffeuren ze séier ënnerwee gewiecht wat e gudd Resultat ass wann ee bedenkt dat et sech em eng Zone 30 handelt. Rezent si keng Kloen un eis erugedroe gin. Mir stellen awer gaeren erem de Radar op fir der Doléance nozegoen.

Zu de Rumeuren mat den Drogen ass ze soen, dat déi Informatioun och eiser Police schons virun enger Zaitchen zu Ouere komm ass. Doropshin ass den Eck méi regelméisseg vun der Police kontrolléiert gin. Dat esouwuel während dem Dag wéi och Nuets, mä awer ouni en dementspriechend Resultat. D'Kontrolle gin awer weider gefouert.

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - ADMINISTRATION

31. Promotion du sieur EWEN Guy, chef de bureau (grade 10), au poste d'inspecteur, grade 11, à partir du 1^{er} novembre 2013

Promotion accordée

32. Promotion du sieur CARDARELLI Daniel, inspecteur principal (grade 12), au poste d'inspecteur principal 1^{er} en rang, grade 13, à partir du 1^{er} novembre 2013

Promotion accordée

PERSONNEL - MAISON RELAIS POUR ENFANTS

33. Nomination d'un aide-éducateur (m/f) avec une tâche de 16 heures/semaine et à durée indéterminée, pour les besoins de la maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation)

Est nommé(e):

REIFFER-TONET Viviane

34. Nomination d'un aide-éducateur (m/f) avec une tâche de 16 heures/semaine et à durée indéterminée, pour les besoins de la maison relais de SANEM sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation)

Est nommé(e):

PLÜMER Christiane

PERSONNEL - RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP

35. Nomination d'une aide-soignante, pour les besoins du C.I.P.A. Résidence «Op der Waassertrap» à durée déterminée avec une tâche de 40 heures/semaine, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignante PS5

Est nommé(e):

Kaufmann Lynn

Gemeinderatssitzung Sanem vom 15. November 2013

Renovierung des Detroit- Haus in Zolwer gestimmt

In der heutigen Gemeinderatssitzung am 15. November 2013 standen 35 Punkte auf der Tagesordnung. Bis auf eine Ausnahme (eine Enthaltung bei Punkt 13 von Déi Lénk-Gemeinderat Serge Urbany) war sich der Gemeinderat bei allen Abstimmungspunkten einig.

BELES

Vor der öffentlichen Sitzung hatte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die traurige Pflicht dem Ehrenbürgermeister der Gemeinde Sanem Mathias Greisch die letzte Ehre zu erweisen. Hier die Rede des Bürgermeisters, die von einer Schweigeminute gefolgt wurde:



Dem am 23. Oktober verstorbenen Ehrenbürgermeister Mathias Greisch wurde in der heutigen Gemeinderatssitzung gedacht.

„Dir Dammen an Dir Hären,
Léif Kolleginnen a Kollegen,

ler mir zum éischte Punkt vum ODJ kommen hunn ech nach déi traureg Flicht, op dësem Dag engem Mënsch d'Éier ze erweisen, deen eis fir ëmmer verlooss huet. Den 23. Oktober ass eise fréieren Éierebuergemeeschter a Frënd, de Mathias genannt Metty Greisch am Alter vun 83 Joer vun eis gaangen.

De Metty Greisch ass zu Bieles op d'Welt komm. Hien huet zu Esch am Jongelycée säin Ofschloss gemaach an huet 32 Joer laang um Escher Aarbechtsamt geschafft vun deem hien och Direkter gouf.

De Metty Greisch staamt aus enger Famill an där d'Politik an d'Gewerkschaftsliewe groussgeschrivwe goufen. Scho säi Papp war an dëser Gemeng Buergermeeschter, de Greische Péiter, an de Metti ass mat Politik grouss ginn doheim.

Et ass deemno net erstaunlech datt de Metty Greisch sech scho fréi fir Politik interesséiert huet a sech 1968 bei de Gemengewahlen opgestallt huet. Hien ass och direkt an de Suessemer Gemengerot gewielt ginn. Siwe Joer méi spéit gouf hie Schäfte a vun 1980 bis 1997 war hie Buergermeeschter.

Ënnert dem Metti senger Féierung an der Gemeng sinn eng ganz Parti grouss Projete realiséiert ginn. Do drënner och d'Altersheim op der Dickkopp, ë Projete, vun deem hee gären erzielt huet, zemoos wat déi finanziell Ënnerstëtzung vum Staat ugaang ass a wat fir ee finanziellen Effort dëst fir d'Gemeng mat sech bruecht huet. Schon deemols huet hee mat senger Equip erkannt, dass et wichteg ass, eng aktiv Drëtt-Alterspolitik ze maachen, eng Richtung, déi an dëser Gemeng glécklecherweis nach ëmmer agehale gëtt.

Weider Projeten déi ee sécher nach laang mam Metti Greisch verbënnt: d'Kultur- a Geschichtshaus A Gadder, d'Beck-Haus, de Centre culturel am Metzlerlach, d'Hal zu Suessem, d'Crèche mam Foyer du jour zu Zolwer, de grouse Festsall um Scheierhaff, d'Schoul 2000, d'Tennishal um Scheierhaff a nach vill méi.

D'Zäit wou de Metti Greisch d'Soen an der Gemeng hat, war eng guut Zäit fir eis Gemeng. Heen huet vill hei gelescht op dat mer elo nach mat Freed an Zefriddenheet zeréckkucken.

De Metty Greisch huet sech awer net nëmmen um gemengepoliteschen Niveau dem Wielerwëlle gestallt, hien ass och 1984 an d'Chamber gewielt gi wou hie bis 1999 an de Reie vun der LSAP vill guut Aarbecht gelescht huet.

Hie war Member an der Konten- an an der Petitiounskommissioun an huet ë ganz besonnescht Engagement an de Kommissioun vum den Affaires communales an den Travaux publics gewisen. Sou war hie Rapporteur fir de Projet de loi zum Bau vun der Extensioun vum europäesche Geriichtshaff um Kierchbiérg.

De Metty Greisch huet seng verschidde Mandater als Déngscht um Bierger ëmfonnt. Deemno ass et och verständlech datt hien als Député-Maire villes fir seng Gemeng an d'Weeër geleet huet virun allem wat d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit vu sengen Awunner ugeet.

Seng Berufserfahrung um Aarbechtsamt huet him d'Nout vu senger Matmënsche méi no bruecht. Hie war ë Mënsch deen en oppent Ouer hat an deem seng Dier ni zou war. Hien ass op déi grësser an och op déi méi kléng Uleies vu de Leit agaangen an huet dës ëmmer eescht geholl.

Ech wéilt dann och nach ervirhiewen datt de Metty Greisch vill Zäit an Energie an d'Suessemer Geschichtsfreënn investéiert huet an, virun allem, wéilt ech u säi laangjäregt Wierken am Déngscht vu Leit mat enger Behënnerung erënnere wat him perséinlech ganz staark um Häerz loung an dat vill Leit nach laang ze schätze wäerte wëssen.

Mam Metty Greisch ass e jovialen an engagéierte fréiere Kolleg vun eis gaangen, un dee mir eis nach gär erënnere.

Senger Famill wëll ech am Numm vum Suessemer Gemengerot eist déift Matgefill ausdrécken.

Ech géif lech bieden ee Moment opzestoen, fir dem Versterwenen eng lescht Eier ze erweisen..."

Anschließend wurde der neue Informatiker Dan Erpelding von Bürgermeister Georges Engel (LSAP) vereidigt.



Seit dem 1. November ist Dan Erpelding neuer Mitarbeiter im Informatikdienst der Gemeinde.

DETROIT-HAUS IN ZOLWER WIRD RENOVIIERT

Der erste Kostenvoranschlag der heutigen Sitzung betraf die Renovierung der Ateliers hinter dem Detroit-Haus in Zolwer. Es handelt sich hierbei um das Gebäude hinter der kommunalen Kindertagesstätte, in dem ebenfalls eine Zweigstelle des CIGL mit ihren technischen Diensten und auch die Arbeitnehmervertretung (délégation des salariés) ihre Räumlichkeiten haben.

CIGL-Präsident und Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erläuterte, dass die in die Jahre gekommenen Gebäulichkeiten in einem Zeitraum von 4 Jahren komplett saniert werden. Man war sich im Voraus mit dem CIGL einig, dass es momentan günstiger sei Renovierungsarbeiten vorzunehmen als in den Bau eines neuen Gebäudes zu investieren. In Zusammenarbeit mit den technischen Diensten der Gemeinde hat der CIGL selber dieses Projekt zur Instandsetzung ausgearbeitet, wird auch die Koordinierung der Baustelle übernehmen und ein Maximum an Arbeiten in Eigenregie vornehmen. Der heutige Kostenvoranschlag in Höhe von 499.923 € betrifft Arbeiten der 1. Phase von 2013 bis 2015. Die 2. Phase wird voraussichtlich noch einmal 180.000 € in Anspruch nehmen, so

das das ganze Projekt sich auf einen Gesamtkostenpunkt von 682.000 € belaufen wird. Somit werden nach Abschluss der Arbeiten die Gebäulichkeiten wieder in einem neuwertigen, komfortablen Zustand sein, die mit neuen Sanitär- und Umkleideanlagen und einer modernen, thermischen Isolierung versehen sein werden. Alle Gemeinderäte stimmten für den Kostenvoranschlag.



Die Werkstätten hinter dem Detroit-Haus werden renoviert.

Anschließend war sich der Gemeinderat ebenfalls einig über den Kostenvoranschlag von 108.000 € für die Neugestaltung des Musiksaals in Zolwer. Hier werden sowohl die aus den 60er Jahren stammenden Türen und Fenster

als auch die Beleuchtung ausgetauscht. Die Arbeiten werden 2014 vorgenommen.

MACHBARKEITSSTUDIE EINES ÖFFENTLICHEN WIFI-NETZES

Beim nächsten Abstimmungspunkt handelte es sich um die Installation eines öffentlichen WIFI-Netzes, ähnlich wie das Modell HOTCITY in den Städten Esch und Luxemburg, und um die Ausweitung des Vel'OK-Fahrradleihsystems auf dem Gemeindeterritorium. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte zunächst das HOTCITY-System. Dieses öffentliche WIFI erlaubt es Nutzern zum Beispiel um einen drahtlosen Zugang zum Internet im öffentlichen Raum. Über eine App kann man zudem Informationen über die Gemeinde oder ein Verleihsystem von Fahrrädern steuern. Die Escher Gemeinde bietet sowohl HOTCITY als auch Vel'OK an. Aufgrund der gemeinsamen Schnittstelle Belval lag es auf der Hand diese Dienste auch in der Gemeinde Sanem anzubieten. Die Gemeinden Strassen und Luxemburg befanden sich beispielsweise in der gleichen Situation, da auch dort die Grenzen stellenweise fließend verlaufen.

Mit dieser Machbarkeitsstudie soll nun festgestellt werden ob ein öffentliches WIFI-Netz in den öffentlichen Gebäuden und Plätzen der Gemeinde Sanem technisch realisierbar ist und falls ja, zu welchen Kosten. Erst nach den Resultaten dieser Analyse wird entschieden was konkret wo umgesetzt werden soll. Das Gleiche gilt ebenfalls für das Vel'Ok-System, das es in Esch gibt. Aus praktischen Gründen für den Nutzer wäre es logisch das gleiche System in Sanem anzubieten. Diese Studie soll also auch die Gewissheit bringen an welchen Stellen der Gemeinde Vel'Ok-Stationen technisch möglich sind. In einer weiteren Analyse muss dann festgestellt werden, ob diese Stellen auch nutzerfreundlich und sinnvoll wären.

Das Gemeindesyndikat ProSud versucht aktuell die Zusammenarbeit seiner Mitgliedsgemeinden untereinander in diesem Bereich zu fördern. Dies bedeutet konkret ein gemeinsames Einrichten solcher Netzwerke, die untereinander, grenzüberschreitend kompatibel wären.

Was das öffentliche WIFI in den Gemeindeeinrichtungen betrifft, informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP),

dass dies ohnehin geplant sei. Dieses kostenlose WIFI ist bereits im Gemeindehaus, in den Gebäuden des technischen Dienstes und im Altenheim REWA (Résidence Op der Waassertrap) verfügbar.

Gemeinderat und Präsident des Sozialamts (office social) Jos Piscitelli (LSAP) begrüßte dieses Projekt. Eine der Missionen des Sozialamtes sei die Zugänglichkeit zu den Medien für alle Bürger und dies sei somit ein Schritt in die richtige Richtung.

Sowohl Gemeinderatsmitglied und Präsident der Finanzkommission Jemp Schlessler (LSAP) als auch Déi Lénk-Rat Serge Urbany, CSV-Rätin Nathalie Morgenthaler und Déi Gréng-Rätin Dagmar Reuter-Angelsberg hatten daraufhin noch einige Fragen. Unter anderem hinterfragten sie, wie die spätere Tarifstruktur aussehen wird, wer der Netzanbieter sein wird, ob der Zugang des WIFI-Netzes überall und auf alle Internetseiten geöffnet sein wird oder nur einzelne Dienste angeboten werden, wie der Kostenpunkt der Umsetzung sein wird, wie das Vel'OK-System drahtlos steuerbar wird und ob daran gedacht werde das Fahrradverleihsystem späterhin auf die Kordall-Gemeinden auszuweiten.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) antwortete, dass es sich hierbei erst einmal um eine Anfangsstudie handelt, auf deren Schlussfolgerungen man warten müsse ehe man auf alle gestellten Fragen antworten könne. Es seien verschiedene Szenarien vorstellbar, allerdings wäre ein flächendeckendes Gratis-Netz finanziell nicht realisierbar. Es sei eher gedacht an öffentlichen Plätzen und Zusammenkünften (in Luxemburg-Stadt HOTSPOTS genannt) einen kostenlosen WIFI-Zugang anzubieten. Erste Kostenvorstellungen werden ebenfalls erst nach Abschluss der Studie abzusehen sein. Eventuelle Synergien seien natürlich auch in Sicht, allerdings müsse man auch hier die Resultate abwarten. Es wurde nochmals präzisiert, dass es zunächst einmal über die Machbarkeit dieser Systeme gehe. Gemeinderätin Nadine Tornambé (LSAP) gab ebenfalls weitere Erläuterungen zur Aufklärung. Das Vel'OK-System hat eigentlich nichts mit dem Projekt WIFI zu tun. Die einzige Verbindung ist, dass Vel'Ok elektronisch gespeist wird. Über HOTCITY kann der Bürger kosten- und drahtlos die Internetseite der Gemeinde aufrufen. Ein komplett offener Internetzugang ist also kostenpflichtig. Die HOTSPOTS können überall sein, an öffentlichen Plätzen, Gebäuden, Restaurants, usw.

Nach dieser Diskussion wurde der Kostenvoranschlag von 30.000 € für die Machbarkeitsstudie einstimmig bewilligt.

„STÄMM VUN DER STROOSS“ IN 32, ROUTE D'ESCH IN BELES

Danach beschlossen die Gemeinderäte einstimmig den Ankauf von Wasch- und Reinigungsmaschinen für den Sportkomplex CORKS (Centre Omnisports Roger Krier Soleuvre), die Aufstellung einer Geschwindigkeitsanzeigetafel in der rue d'Esch in Ehleringen und einiger Beleuchtungstafeln für Fußgängerübergänge in derselben Straße, als auch bei der Schule 2000 in Zolwer und in der rue de France (nahe der neuen Fußgängerbrücke) in Beles.

Ebenfalls ohne Einwände verabschiedete der Gemeinderat die Konvention zum Teilbebauungsplan „rue d'Oberkorn“ in Beles und 13 weitere Immobilientransaktionen.

Anschließend ging es um eine Konvention mit dem Staat (hier vertreten durch das Ministère du Logement) und der Gemeinde bezüglich des Hauses 32, route d'Esch in Beles. Vor geraumer Zeit hatte die Gemeindeverwaltung das Gebäude gekauft und mittlerweile sind die Renovierungsarbeiten im vollen Gange. In diesem Wohnhaus sind im Erdgeschoss Geschäftsräume untergebracht. In den oberen Etagen werden 3 kleine Wohnungen saniert, die danach der „Stämm vun der Strooss“ zur Verfügung gestellt werden. Das Erdgeschoss wird weiterhin als Geschäft vermietet werden. Da der obere Wohnbereich unter die Kategorie „Sozialwohnungen“ (logements sociaux) fällt, unterstützt das Wohnungsbauministerium dieses Projekt mit einer staatlichen Subvention von 70 % des Kaufpreises und der Renovierungskosten (des Anteils welches zu Wohnungszwecken verwendet wird). Die vorliegende Konvention, die die Konditionen der finanziellen Unterstützung regelt, wurde vom Gemeinderat einstimmig angenommen.



Im Haus 32, route d'Esch in Beles entstehen staatlich unterstützte Sozialwohnungen.

STEUERHEBESÄTZE BLEIBEN UNVERÄNDERT

Die Hebesätze bleiben für 2014 unverändert, dies gilt für die Grundsteuer und für die Gewerbesteuer. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass auf Anfrage des Gemeinderates Berechnungen durchgeführt wurden, wie sich die letzte Anhebung der Steuerhebesätze auf die Gemeindekasse auswirkt. Diese Berechnung besagt, dass es Mehreinnahmen von rund 1 Million € pro Jahr gab. Dies sind allerdings nur Schätzungen die sich auf die aktuellen Wirtschaftsinformationen berufen ohne garantieren zu können, wie hoch die Einnahmen in Zukunft sein werden.

Am vergangenen Mittwoch hat die Gemeindeverwaltung ein Rundschreiben bezüglich des Budgets vom Innenministerium erhalten. Das Ministerium rechnet, betreffend die Gewerbesteuer, bereits jetzt mit weniger Einnahmen im berichtigten Haushalt 2013 und auch für das kommende Jahr. Erst 2015 soll die Höhe der Einnahmen wieder den Stand von 2012 erreichen. Diese Einbußen sollen mit den Dotationen von Seiten des Staates

gedeckt werden. Somit werde man in den nächsten Jahren unter dem Strich mit einem kleinen Plus von jeweils 3 % rechnen können.

Im Zusammenhang mit der Grundsteuer kam Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk) auf seine Frage vom vergangenen Jahr zurück, ob man nicht eine Steuer für leerstehende Wohnungen einführen sollte, so wie das zum Beispiel in der Nachbargemeinde Esch der Fall ist. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass man sich mit dieser Möglichkeit befasst hätte, jedoch nicht zurückbehalten hat, dies in Anbetracht einer diesbezüglichen eventuellen Reform der Gesetzgebung. Es gebe allerdings eine neue weitere Option. Das Gemeindegewerkschaftsverband SIKOR (Syndicat intercommunal Kordall) plant eine „agence immobilière sociale“, eine Institution die helfen soll leere und gleichzeitig bezahlbare Wohnungen anzubieten. Dieses Immobilienmaklerbüro soll als Vermittler fungieren, d.h. mit den Vermietern eine Miete festlegen, die zwar niedriger als die üblichen Preise auf dem freien Wohnungsmarkt wären, im Gegenzug erhält der Vermieter alle Sicherheiten seitens staatlich anerkannten Institutionen, wie z.B. die Garantie auf eine termingerechte Miete. In Zusammenarbeit mit den Sozialämtern der 4 Mitgliedsgemeinden sollen diese Wohnungen dann zu einem günstigen Mietpreis an potenzielle Bewerber vergeben werden. Dies sei also eine gute Aktion, die nicht nur bezahlbaren Wohnraum schafft, sondern auch sozial schwächeren Mitbürgern hilft. Die Option einer Einführung einer Steuer für leerstehende Gebäude bleibt allerdings weiterhin bestehen.

Gemeinderatsmitglied und Präsident des Sozialamtes Jos Piscitelli (LSAP) gab dazu weitere Erklärungen. Die „agence immobilière sociale“ sei eine Initiative vom Gemeindegewerkschaftsverband SIKOR. Momentan sei man in einer ersten Phase, in der das Syndikat mit den 4 Sozialämtern eine Art „job description“ ausarbeitet für die Person die später als „Immobilienmakler“ eingestellt werden soll. Dieser wäre unter anderem dafür zuständig leerstehende Wohnungen ausfindig zu machen und diese danach an die Sozialämter weiter zu vermieten. Die Sozialämter vergeben dann diese günstigen Wohnungen anhand festgelegter Kriterien an die potenziellen Kunden. Man erhoffe sich, dass mit diesem Projekt 20-30 Wohnungen pro Jahr weitervermittelt werden können.

Déi Lénk-Gemeinderat Serge Urbany begrüßte das Austeilen der Berechnungen bezüglich der Anhebung der Gewerbesteuer. Diese Tabellen würden die substantiellen Unterschiede aufzeigen und er hoffe, dass die

Gemeinde Sanem den Hebesatz noch einmal erheben werde. Er erhoffe sich auch von der neuen Regierung, dass die nötigen Schritte unternommen werden um die aktuelle Steuergesetzgebung zu verbessern. Auch CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler bedankte sich für die Gewerbesteuer-Berechnungen. Weiterhin fragte sie nach, ob die Höhe der Gewerbesteuer auch mit den Mitgliedern des Gemeindegewerkschaftsverband ProSud abgesprochen worden waren. Daraufhin informierte der Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass die Hebesätze mit den Gemeindegewerkschaften ZARE (Zone d'activités régionale Ehlerange, mit den Gemeinden Esch und Monnerich) und SIKOR (Syndicat intercommunal Kordall, mit den Gemeinden Käerjeng, Differdingen und Petingen) abgesprochen wurden, im ProSud wurde auch darüber diskutiert, kam aber nicht zu einer Übereinstimmung.

Beide Steuerhebesätze wurden schließlich einstimmig verabschiedet. Gleiches gilt für die Verteilung diverser Subsidien an Vereine, zu denen Gemeinderat und Präsident der Finanzkommission Jemp Schlessler (LSAP) alle nötigen Erklärungen gab.

Im Anschluss daran wurden Raymond Ceccotto, Henri Dondelinger, Norbert Merenz und Carine Reuter-Bauler erneut zu Mitgliedern des Verwaltungsrates des Sozialamtes gewählt.

EUROPÄISCHE CHARTA FÜR DIE GLEICHSTELLUNG VON FRAUEN UND MÄNNERN

Anschließend erhielt Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) das Wort. Am 14. Januar 2010 unterzeichnete die Gemeinde Sanem die EU-Gleichstellungscharta. Nun werden die Ziele und konkreten Maßnahmen in einem kommunalen Aktionsplan festgehalten. Es handelt sich bei diesem Aktionsplan um Empfehlungen und nicht um gesetzliche Verpflichtungen, denen die Gemeinde Sanem versucht so weit wie möglich nachzukommen.

Dieser kommunale Aktionsplan 2013-2018 im Rahmen der „Europäischen Charta für die Gleichstellung von Frauen und Männern auf lokaler Ebene“ wurde vorgestellt. Gemeinsam mit der Gleichstellungsbeauftragten der Gemeinde Ruth Marchewka und mit der Präsidentin der Chancen-

gleichheitskommission Dagmar Reuter-Angelsberg (Déi Gréng), hat der Schöfferrat, vertreten durch die Chancengleichheitsschöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng), ein Basisdokument ausgearbeitet. Dieses Dokument wurde mit sämtlichen Kommissionen (Chancengleichheit, Sport, Integration, Dritttalter, Kultur, Verkehr) sowie den Vorgesetzten der Maison Relais und dem CIPA besprochen. Nach einigen Textänderungen von Seiten der CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler wurde der kommunale Aktionsplan schlussendlich einstimmig bewilligt.

Einstimmigkeit herrschte ebenfalls bei der Umänderung der Zusammensetzung der Jugendkommission und der Sportkommission, bei der Genehmigung von temporären Verkehrsverordnungen und bei der Kenntnisnahme der neuen Statuten des Einsatzzentrums Sanem asbl.

Die CSV-Fraktion richtete zum Schluss 2 Fragen an den Schöfferrat. Bei ersteren berief sich die Oppositionspartei auf Aussagen einiger Anwohner der Verlängerung des „Chemin Rouge“ in Beles-Metzerlach. Demzufolge beklagen sich diese Mitbürger, dass die besagte Straße zur Rennpiste geworden sei und auf dem Parkplatz des neuen Boulodrome Drogenhandel stattfinden würde. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) wies in seiner Antwort darauf hin, dass bei den 2012 durchgeführten Radarkontrollen der Polizei nur 7 % Geschwindigkeitsübertretungen festgestellt wurden. Bislang wurden auch keine weiteren Beschwerden von Anrainern an die Gemeinde getragen worden. Neue Geschwindigkeitsmessungen werden aber in Auftrag gestellt. Die Gerüchte bezüglich des Drogenhandels auf dem Parkplatz seien dem Schöfferrat und der lokalen Polizei bekannt. Regelmäßige Kontrollfahrten der Polizei an gegebener Stelle brachten jedoch kein Resultat, doch man werde diese Kontrollen weiterführen.

Die zweite Frage betraf die aktuellen Schlagzeilen bezüglich des Gemeindesyndikats SIGI (Syndicat Intercommunal de Gestion Informatique). Die Fragen der CSV-Fraktion drehten sich hauptsächlich um die Vorwürfe der Gemeindepersonal-Gewerkschaft FGFC an die Direktion des SIGI und um die unangebrachte Werbekampagne des SIGI, die das Gemeindepersonal in ein schlechtes Licht rückt. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass der Schöfferrat die Vorgehensweise der SIGI-Direktion in verschiedenen Angelegenheiten nicht gutheißen könne, im Falle des Werbefilms das Gemeindepersonal verteidigen müsse

und dass im Syndikat wohl einige Dinge aus dem Ruder gelaufen seien. Die Gemeinde Sanem hatte bereits 2010 gemeinsam mit Differdingen, Düdelingen, Esch und Petingen eine Anfrage an den SIGI gerichtet, mit der Forderung, dass sich das Syndikat regelmäßig mit Informatiker der Gemeinden austauschen solle um den Beschwerden der Gemeinden Rechnung tragen zu können. Daraufhin wurden einige Kommissionen (bezüglich der Bereiche Informatik, Finanzen, etc.) geschaffen. Leider müsse man feststellen, dass diese Kommissionen nicht richtig funktionieren, sondern teilweise als Alibi benutzt werden um fertigausgearbeitete Projekte vorzustellen oder andere Projekte wiederum der Öffentlichkeit präsentiert wurden, ohne dass die dazugehörige Kommission darüber informiert worden war. Selbstverständlich sei der Schöfferrat dagegen, dass die Mitgliedsbeiträge der Gemeinden dazu missbraucht werden, das eigene Personal in ein schlechtes Licht zu rücken anstelle diese Gelder in sinnvolle und brauchbare Programme zu investieren.

Auf die Frage hin ob man nicht riskiere, dass durch solche Werbefilme die Mitgliedsbeiträge steigen könnten, meinte Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass man dies nicht beantworten könne. Auf jeden Fall müsse man sich nun kritische Fragen stellen über den aktuellen Verwendungszweck des Geldes das dem SIGI zur Verfügung steht. Selbstverständlich sei der Schöfferrat dagegen, dass der finanzielle Beitrag der Gemeinde für solche Projekte verwendet wird oder sogar dadurch steigt. Der Schöfferrat vertrete die Meinung, dass das SIGI-Komitee sich seiner ursprünglichen Rolle wieder bewusst werden muss und zwar gemeinsam mit den Syndikatsmitgliedern Lösungen in der Informatik anzubieten. Dementsprechend müssten nun Entscheidungen getroffen werden, die den Betriebsablauf betreffen. „macommune.lu“ sei ein treffendes Beispiel dafür, dass viel Energie und Geld in eine Sache gesteckt wurde, bei die den letztendlichen Nutzen nicht rechtfertigt. Man müsse sich Fragen über den großen Aufwand von „macommune.lu“ stellen, da von fast 6.000 möglichen Benutzern in der Gemeinde, nur 6 % sich für diesen Dienst angemeldet haben. Bislang sind nicht einmal 500 Zertifikate über diesen Weg angefragt worden, im Vergleich zu 16.500 Zertifikaten, die in den jeweiligen Diensten im selben Zeitraum ausgestellt wurden. Außerdem gab es, vor der Einführung von „macommune.lu“, bereits eine Vielzahl an Diensten die über die Internetseite der Gemeinde abrufbar waren. Von der Gemeindeverwaltung angesprochene

Schwierigkeiten und Forderungen werden vom SIGI überhört und auch andere weitaus prioritäre Verbesserungsvorschläge werden nicht angenommen.

Auch Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP), als Vertreter der Gemeinde im Syndikat, gab einige weitere Erläuterungen. Er zählte unter anderem etliche Beispiele auf, bei denen klar wird, dass viele Kommunikationsprobleme in diversen Bereichen schon seit Jahren bestehen, was schlussendlich dazu geführt hatte, dass er den Haushalt 2012 nicht mitgestimmt hatte. Der SIGI habe im Laufe der Zeit seine Mission - für die Gemeinden zu arbeiten - aus den Augen verloren und habe den Gemeinden sogar Dienste aufgezwungen. Hinzu kommt, dass der SIGI den politisch Verantwortlichen alles schön verkauft haben, allerdings nicht mit den Betroffenen auf dem Terrain gesprochen hat. Die technischen Komitees mussten ebenfalls wiederbelebt werden, da diese so gut wie gar nicht mehr funktionierten. Ein weiteres Problem war, dass im Gemeindesyndikat neben den Beamten und Angestellten fast 50 % externe Mitarbeiter tätig waren. Diese Quote wurde mittlerweile aber wieder ausbalanciert. LSAP-Rat Jos Piscitelli erinnerte daran, dass man nicht vergessen dürfe, dass der Direktor des Syndikats aus der Privatwirtschaft stammt, was eine der Ursachen der Unstimmigkeiten sein könnte. Seiner Meinung nach, habe der SIGI zu viel an zu vielen Stellen unternommen. Zudem fügte er hinzu, dass die Gemeinde Sanem sich als einzige von Anfang an gegen die Vorgehensweisen im SIGI widersetzt hatte.

Die erste Reaktionen des SIGI, die gestern in der Presse zu lesen waren, stimmen den Schöffenrat zuversichtlich, dass das Syndikat die Botschaft verstanden hat und nun an seiner Betriebs- und Vorgehensweise arbeiten und verändern wird.

In der geschlossenen Sitzung bewilligten die Gemeinderäte einstimmig sowohl die Beförderungen von den Gemeindebeamten Guy Ewen und Dan Cardarelli, als auch die Nominationen von Viviane Reiffer-Tonet, Christiane Plümer (beide Hilfserzieherinnen in der „Maison Relais“) und Lynn Kaufmann (Hilfspflegerin im CIPA/REWA).



Commune de Sanem